

24e Conférence de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP)

« Connecter, intégrer et humaniser : Les villes face au défi de générer de la communauté »

NOTE CONCEPTUELLE

Atelier 4

Renforcer les communautés : Innover dans les modèles collaboratifs de financement du développement

Date: 22 mai 2025

Heure: 14h00 à 15h30

Lieu : Salle UNC (Salle A), Centre Culturel UNC - Córdoba, Argentine

Thème : **Construction communautaire**

CONTEXTE

Le financement international a joué un rôle crucial dans l'avancement des innovations démocratiques telles que le **budget participatif, les assemblées citoyennes et les plateformes numériques**. Ces fonds ont permis à des plateformes et projets mondiaux, tels que l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP), de développer des études, des lignes directrices et des événements de diffusion. Ils ont également offert aux gouvernements locaux et régionaux l'opportunité et les ressources nécessaires pour **expérimenter de nouvelles pratiques démocratiques**. En soutenant ces initiatives, les fonds mondiaux ont contribué à renforcer la participation citoyenne et la gouvernance démocratique au niveau local. Cependant, le paysage du financement du développement local subit un changement important, mettant en lumière plusieurs défis majeurs qui doivent être abordés pour assurer la **durabilité et l'efficacité de la gouvernance démocratique**.

L'un des défis les plus pressants est la réduction du financement international pour la démocratie et les droits humains. Historiquement, de nombreuses innovations démocratiques ont été soutenues par l'aide internationale et des fondations philanthropiques qui reconnaissent la valeur de la gouvernance participative. Cependant, les récentes évolutions géopolitiques, les ralentissements économiques et les changements de priorités parmi les agences de financement ont entraîné un réajustement des fonds alloués à ces initiatives.

Notamment, certains grands bailleurs de fonds ont réorienté leurs ressources vers les crises humanitaires immédiates, les préoccupations sécuritaires ou les efforts de relance économique. Ce réajustement a laissé de nombreux gouvernements locaux et organisations de la société civile en **difficulté pour maintenir** des initiatives participatives, malgré leur impact avéré sur l'engagement communautaire et le développement local.

Dans le contexte post-COVID, de nombreux pays en développement sont toujours confrontés à des dettes importantes qui les obligent à privilégier le paiement de la dette plutôt que les investissements dans un développement local durable. À mesure que les gouvernements nationaux allouent davantage de ressources pour répondre à leurs obligations financières, moins de fonds sont disponibles pour les initiatives de gouvernance décentralisée. **Cette contrainte limite considérablement la capacité des gouvernements locaux à investir dans des projets de long terme, portés par la communauté, qui favorisent la participation démocratique.**

De plus, les contraintes fiscales au niveau local signifient souvent que, même lorsque des fonds sont disponibles, ceux-ci sont destinés à des besoins immédiats en matière d'infrastructures ou de bien-être social, plutôt qu'à la gouvernance participative. Sans un soutien financier adéquat, l'expansion et l'institutionnalisation des mécanismes participatifs tels que les assemblées citoyennes et les plateformes numériques restent difficiles.

Les groupes marginalisés, y compris les femmes, les jeunes et les communautés à faibles revenus, ont souvent du **mal à accéder au financement** et à participer de manière significative aux processus de prise de décision démocratique. Les mécanismes de financement traditionnels tendent à favoriser les organisations bien établies disposant de plus grandes capacités administratives, laissant les initiatives plus petites et locales sous-financées. Cette exclusion **perpétue les inégalités** et affaiblit le potentiel de la gouvernance participative en tant qu'outil véritablement inclusif de transformation sociale.

Les efforts pour démocratiser l'allocation des fonds, comme les subventions participatives et le financement contrôlé directement par les communautés, restent limités en échelle. L'expansion de ces modèles est essentielle pour garantir que les ressources financières parviennent à ceux qui sont les plus affectés par les décisions de gouvernance et les politiques de développement.

Au-delà des contraintes financières, la narrative plus large de la démocratie est actuellement doutée, contestée par des évolutions politiques et idéologiques qui remettent en question sa valeur. La démocratie a été dépriorisée au profit du développement économique et de la sécurité. Cette tendance menace d'éroder les progrès réalisés en matière de gouvernance participative et d'affaiblir la capacité des communautés locales à façonner leur propre avenir.

En réponse, il est nécessaire de **redéfinir le financement de la démocratie comme un investissement essentiel dans le développement durable, la cohésion sociale et la résilience**. Renforcer le lien entre la gouvernance démocratique et les résultats tangibles du développement, tels que l'amélioration des services publics, les opportunités économiques et la durabilité environnementale, peut aider à garantir un soutien plus large pour les initiatives de financement.

OBJECTIFS

Cette session vise à **rassembler différents acteurs du financement du développement et leurs partenaires locaux pour explorer des approches collaboratives pour financer le développement local**. En favorisant des alliances qui **renforcent la gouvernance démocratique**, la discussion mettra l'accent sur les mécanismes de génération de stratégies de financement **inclusives, basées sur le consensus**. Un axe clé sera sur les innovations démocratiques telles que le **budget participatif, les « mini-publics », les assemblées citoyennes et les plateformes numériques** en tant qu'outil de prise de décision collective, et comment cela peut être renforcé par différentes stratégies pour maximiser son impact. Face à l'évolution du paysage politique actuel, la session encouragera des **approches prospectives pour mobiliser des ressources, renforcer la démocratie et garantir un développement durable, porté par la communauté**.

MÉTHODOLOGIE

Ce **panel de présentation de 90 minutes** comprendra une introduction interactive pour poser les bases de la coopération en matière de financement et de développement. Ensuite, une plongée approfondie sur le budget participatif mettra en lumière le financement du développement local par le consensus. Puis, la session de panel comportera une discussion dynamique, réunissant **cinq panélistes** pour explorer des solutions sur la manière de collaborer pour financer le développement. Une session interactive de questions-réponses suivra, encourageant l'engagement du public.

AGENDA

Temps	Segments	Intervenant(s)
0:00 – 0:20	Ouverture, Contexte, Objectifs	Introduction des objectifs de la session, de la méthodologie et des thèmes clés (5 min) • Julia Guimaraes (CGLU)
	Jeu Mentimeter	Conseils pour José (15 min) • Julia Guimaraes (CGLU)
0:20 – 0:30	Presentation de l’OIDP	L’OIDP et le Budget Participatif, un outil pour le financement du développement basé sur le consensus (10 min) • Adriá Duarte, Coordinateur de l’OIDP (CGLU)
0:30 – 1:20	Panel de discussion Questions	• Daniel Passerini, Maire de Córdoba ◦ Raúl La Cava, Secrétaire des Politiques Sociales et du Développement Humain, Ville de Córdoba • Carlos de Freitas, Directeur Exécutif, FMDV • Leonardo Maranhão Busatto, Banco Regional de Desenvolvimento do Extremo Sul – BRDE • Jordi Cuadras, Président, Confederación de fondos de Cooperación y Solidaridad de España • TBD, Banco de Desarrollo de América Latina y el Caribe (CAF) • TBD ◦ Fundación Avina, ou ◦ Bloomberg Philanthropies Modérateur • Pablo Mariani (CGLU)
1:20 – 1:30	Remarques de clôture	Résumé des messages clés et de la pertinence de la session pour l’OIDP (10 min) • Adriá Duarte, Coordinateur de l’OIDP

Jeu Mentimeter : Financement des donateurs internationaux pour les initiatives de coopération décentralisée : « Conseils pour José »

José Oliveira était généralement très sceptique quant à la formation dans des ateliers internationaux. Il estimait que c'était une perte de temps et d'argent. Selon lui, ces ressources pourraient être mieux utilisées pour aider les plus démunis de sa ville : São Luís, dans l'État du Maranhão, au nord-est du Brésil.

Cependant, cette formation était d'une manière ou d'une autre différente. Elle était intense, mais très bien structurée, et au cours des derniers jours, il avait énormément appris sur la manière dont les municipalités et les régions, à travers le monde, collaboraient pour apporter un changement significatif dans la vie des personnes qu'elles servaient.

En tant que responsable de l'Unité de Planification Urbaine, il avait entendu le terme « coopération décentralisée » de la part de ses collègues de São Paulo. Cependant, pour la première fois, il savait exactement ce que cela signifiait, comment cela s'était développé au fil des années, ses avantages et comment cela aidait à mieux connecter le niveau international au niveau local. Il était aussi enthousiaste car il avait appris à mettre en place une politique simple, mais très efficace, pour sa municipalité et ses parties prenantes locales. Désormais, ils pouvaient se rassembler et être clairs sur la façon dont ils pouvaient établir des partenariats, avec qui, et comment cela pourrait les aider à résoudre leurs défis locaux quotidiens.

CEPENDANT, José avait entendu dire qu'il était impossible de mener des projets de coopération internationale sans financement de donateurs. Il avait entendu dire que le financement international n'était plus aussi facilement disponible qu'auparavant. Cela était vraiment triste, pensait-il, car il savait, au fond de son cœur, que de nombreux pays pauvres, comme le sien, avaient souffert de décennies de sous-développement et avaient vraiment besoin de ressources pour les sortir de leurs cycles de pauvreté urbaine et de privation.

Pire encore, contrairement à São Paulo, la sienne n'était qu'une petite ville peu connue, sans un profil international et avec de nombreuses priorités concurrentes. De plus, la COVID-19 avait eu des répercussions sur l'économie locale de plusieurs manières, ce qui perturbait son sommeil. Il n'était pas sûr que cela valait la peine de penser à des projets de coopération décentralisée s'il n'y avait pas de financement de subventions disponible. D'où pourrait-il obtenir des fonds ? Comment commencerait-il le processus ? Si les subventions étaient inexistantes, devrait-il simplement abandonner l'idée ? Après tout, on dit « jouer le tout pour le tout » ! Alors, devrait-il tout abandonner dès maintenant ?

Question :

- Quels conseils donneriez-vous à ce José plutôt découragé ?

Après avoir discuté dans votre groupe, veuillez envoyer les TROIS MEILLEURS CONSEILS de votre groupe pour José sur Mentimeter.